رئيس الجمهورية قيس سعيد

حرية التعبير مضمونة ولا تراجع عن الحريات

أكد رئيس الجمهورية قيس سعيد، أنه " لا تراجع اليوم عن الحريات، وأن حرية التعبير مضمونة، بالدّستور" قائلا :"لا نتتبع أيّا كان من أجل فكره وهو حر في التعبير عنه".

تونس ـ الشروق:

واشار قيس سعيد خلال لقاء جمعه بوزيرة العدل ليلى جفال، أنه لم يقع إلى حد اليوم تتبع أي أحد من أجل رأيه قائلا:" نحن نرفض قطعيا أن يُرمى بأحد في السجن من أجل فكره المضمون في الدستور أكثر من الدول الأخرى، ومن يتظاهرون أمام المسرح هم محميون بالأمن، لكنهم يشتكون من المساس بحرية التعبير".

وتابع رئيس الجمهورية: "أكره الظلم ولكن لا أقبل بالاعتداء على وطننا ولا تشويهه بالخارج، كما لا نقبل بالتدخل في شؤوننا الداخلية من أي كان وسيادتنا فوق كل اعتبار، والحريات مضمونة أكثر مما في دولهم، ونحن آلينا على أنفسنا أن لا نتدخل في شؤون الغير وفي اختياراتهم ولن نقبل أن يتدخل أحد في شؤوننا".

وقال الرئيس "يتحدثون كل يوم عن المرسوم 54 وعن الفصل 24 منه، أريد أن أوضح لكل التونسيين أننا نرفض المساس بأي كان من أجل فكره، هو حر في اختياره وفي التعبير، ولكن هناك أشخاص ليس لهم حرية التفكير فكيف يمكن أن تكون لديهم حرية التعبير؟ هم امتداد لهذه الدوائر الاستعمارية".وأضاف سعيد، أن هناك حملات من جهات متعددة دأبت على الارتماء في أحضان الدوائر الاستعمارية تريد أن تشوه هذا المسار وهذه الحركة من أجل تحرير الوطن من الأدران التي علقت به على مر عقود وعقود.

وبين قيس سعيد أن حرية التعبير للبعض تعني السب والشتم والتدخل في شؤوننا وتلقيننا مفهوم الحرية ومجالاتها، والتهمة الأساسية الموجهة للشعب التونسي هي أنه شعب يريد أن يكون حرا ومحفوظ الكرامة.

كما استقبل رئيس الجمهورية قيس سعيّد، عصرا بقصر قرطاج، سهام البوغديري نمصية، وزيرة المالية.وتطرّق اللقاء إلى التوازنات المالية العامة للدولة وأهمية مضاعفة الجهود من أجل الحدّ من التهرّب الجبائي.

وتم التعرّض، أيضا، إلى ملف الأملاك المصادرة وضرورة حسن التصرّف فيها إلى حين إيجاد حلول نهائية لها تحفظ ديمومتها وتحفظ حق الشعب التونسي خاصة فيها.

كما التقى رئيس الجمهورية قيس سعيّد، بقصر قرطاج، بسارة الزعفراني زنزري، وزيرة التجهيز والإسكان والمكلفة بتسيير وزارة النقل.واطّلع رئيس الدولة على مدى تقدّم تنفيذ بعض المشاريع الكبرى في مجال البنية التحتية، وأسدى تعليماته بضرورة التسريع في استكمال إنجازها في أقرب الآجال خاصة في ظل توفّر الاعتمادات المرصودة لها.

كما تم التعرّض في هذا اللقاء لقطاع النقل وضرورة إيجاد حلول عاجلة لتوفير وسائل النقل خاصة وأنه سيتم قريبا الشروع في إصلاح عديد عربات المترو التي بقيت معطّلة لمدة سنوات نتيجة لإنعدام الصيانة، فضلا عن اقتناء حافلات إضافية، ومشروع توسعة مطار تونس قرطاج الدولي وربطه بمطار النفيضة الحمامات الدولي عبر السكة الحديدية.

كما دعا رئيس الجمهورية إلى إيجاد حلّ نهائي للمشاريع المعطّلة على غرار المشروع المعروف بـ"سما دبي" بما يحفظ مصلحة الدولة التونسية.

من لقاء رئيس الجمهورية بوزيرة العدل

LE CHEF DE L'ETAT REÇOIT LA MINISTRE DE LA JUSTICE

« Le peuple tunisien est accusé de vouloir être libre dans un Etat indépendant »

« Nous refusons catégoriquement qu'on place les gens en détention pour leurs opinions. Ce droit est garanti par la Constitution plus que dans d'autres pays. Ceux qui manifestent dans des capitales occidentales contre le génocide à Gaza ont été interpellés. Dans ce cas, ce n'est pas grave pour ces capitales », a souligné le Chef de l'Etat.

Le Président de la République a reçu hier, au palais de Carthage, la ministre de la Justice, Mme Leila Jaffel. Dans une vidéo postée sur la page officielle de la Présidence, le Chef de l'Etat a affirmé que « le plus important dans la vie d'un Etat et d'une société, c'est une justice équitable, et c'est ce que nous essayons de faire ».

« *Il y a des campagnes menées par différentes parties qui ont pris l'habitude de se jeter dans le giron des forces coloniales. Elles veulent déformer l'image de ce processus et de ce mouvement pour la libération de la patrie des griffes de ces sphères du pouvoir inféodées aux forces coloniales qui lui ont collé durant plusieurs décennies* », a-t-il souligné. Faisant allusion aux campagnes anti-décret 54, Kaïs Saïed a souligné qu'ils « *parlent chaque jour de ce décret 54 et de l'article 24. Je veux préciser pour tous les Tunisiens que je refuse qu'on poursuive quelqu'un pour une idée. Chacun est libre de ses choix, libre de s'exprimer, mais il y a des gens qui n'ont pas la liberté de penser alors comment peuvent-ils prétendre accéder à la liberté d'expression ?* », s'est-il interrogé. « *Ils sont le prolongement de ces sphères coloniales* », a-t-il asséné. Le Président de la République a ensuite donné lecture de cet article qui fait polémique et qui stipule qu'est « *puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante mille dinars quiconque utilise sciemment des systèmes et réseaux d'information et de communication en vue de produire, répandre, diffuser, ou envoyer, ou rédiger de fausses nouvelles, de fausses données, des rumeurs, des documents faux ou falsifiés ou faussement attribués à autrui dans le but de porter atteinte aux droits d'autrui ou porter préjudice à la sûreté publique ou à la défense nationale ou de semer la terreur parmi la population* ».

« *Jusqu'à ce soir personne n'a été poursuivi pour son opinion. Certains sont poursuivis pour des affaires de mœurs, de drogue, de corruption et on veut faire croire qu'il s'agit de liberté d'expression* », a indiqué Kaïs Saïed. « *Nous refusons catégoriquement qu'on place les gens en détention pour leurs opinions. Ce droit est garanti par la Constitution plus que dans d'autres pays. Ceux qui manifestent dans des capitales occidentales contre le génocide à Gaza ont été interpellés. Dans ce cas, ce n'est pas grave* », a ironisé le Chef de l'Etat. « *Tandis que ceux qui manifestent en Tunisie sont protégés par la police et se plaignent d'un étouffement de la liberté d'expression. Car la liberté d'expression pour eux est de pouvoir insulter et diffamer et ils sont soutenus par les capitales occidentales* », a encore expliqué le Président de la République. Kaïs Saïed s'est demandé pourquoi cette ingérence. « *L'accusation principale contre le peuple tunisien est qu'il veut être libre, qu'il veut préserver sa dignité* », a affirmé le Chef de l'Etat. Il a toutefois souligné que ces capitales veulent dicter cette liberté et définir ses domaines.

« *Nous ne nous sommes jamais ingérés dans leurs affaires internes, alors nous n'accepterons jamais qu'on interfère dans nos affaires internes* », a affirmé Kaïs Saïed.

Abordant sans le même sillage l'article 411 qui fait polémique aussi, le Président de la République a expliqué qu'il y a un projet d'amendement de l'article 410 pour faire endosser la responsabilité aux banques aussi. Le Chef de l'Etat a critiqué ceux qui parlent de cet article sans connaître le contexte historique de sa promulgation dans la foulée de l'orientation libérale de l'économie. « *C'est une affaire de lobbies qui ont prolongement dans l'administration avec l'appui des médias à leur solde et les porte-voix qui expriment leur allégeance aux colons* », a-t-il indiqué.

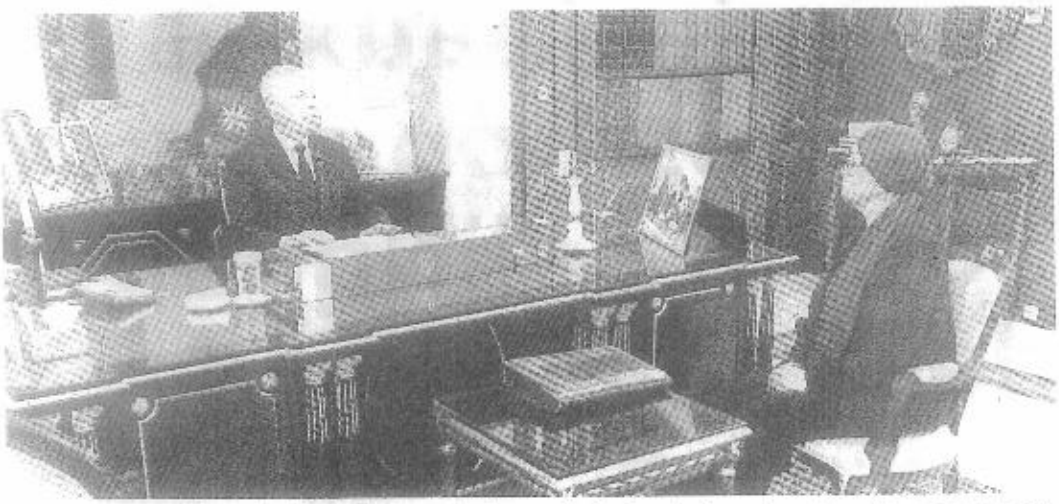
« *Ils ont la défaite et la culture de la défaite et malgré cela ils pleurent sur la liberté. On veut que dans le cadre de la liberté d'expression que personne ne soit touché. On voudrait voir à la télé ce qui se passait au Parlement avant le 25 juillet et les textes que faisaient passer les lobbies. On n'est pas là pour servir ces lobbies mais pour servir la Tunisie. L'Etat n'est pas un jeu et la destinée du peuple n'est pas un jeu. Notre liberté et notre dignité ne sont pas de simples slogans. Quand on dit que la Tunisie est un pays indépendant et souverain, ce n'est pas un simple slogan. C'est une vérité. Malheureusement, ceux qui prétendent être les héraults de la liberté sont ses pires ennemis. Ils veulent simplement envenimer la situation chaque jour par des rumeurs infondées. L'objectif est de faire imploser l'Etat car leur stratégie était le démembrement de l'Etat. Ceci est constaté avec des preuves. Ce qui s'est passée en janvier 2011 est une manœuvre pour faire main basse sur la Révolution* », a affirmé le Chef de l'Etat. Il a rappelé que les débats engagés n'avaient rien à voir avec les objectifs de la Révolution. Il a cité à cet effet l'exemple du débat sur l'identité tunisienne alors que les gens revendiquaient l'emploi. « *C'est une forme d'aliénation culturelle. Toutes les crises sont provoquées et ne bénéficient qu'à quarante ou cinquante familles qui contrôlent l'économie du pays et ses richesses et qui ont leur prolongement au sein de l'administration ; ces derniers devront assumer leurs responsabilités* », a promis le Président de la République.

Le Chef de l'Etat a aussi évoqué la corruption qui s'est propagée et a souligné que l'Etat œuvre à garantir les droits des travailleurs et des couches vulnérables. Il a à cet effet évoqué aussi la question des faux diplômes et l'implication de l'administration. Il a cité le cas d'un responsable qui a six voitures de fonctions et qui voyage une fois par mois au minimum. C'est pourquoi il tient à assainir l'administration des bras au service des lobbies et autres forces occultes. Le Chef de l'Etat a aussi évoqué la réconciliation pénale et la réticence de ceux qui ont spolié les biens publics. « *Je n'aime pas l'injustice, je refuse qu'on agresse notre pays et je n'accepte pas l'ingérence dans nos affaires internes de qui que ce soit. Notre souveraineté passe avant tout autre considération. Les libertés sont garanties plus que dans les autres pays. C'est une vérité et on ne poursuit personne pour son opinion. Mais on veut d'une liberté concrète et non d'une liberté de façade.* », a conclu le Chef de l'Etat.

Compte rendu de C.B.N.

Kaïs Saïed recevant la ministre de la Justice :

«La protection des droits et des libertés est un choix irréversible et la liberté d'expression est bel et bien garantie»



Recevant, avant-hier au Palais de Carthage, la ministre de la Justice, Leila Jaffel, le Président Kaïs Saïed a réaffirmé que la protection des droits et des libertés est « un choix irréversible » en Tunisie, assurant que la liberté d'expression est bel et bien garantie par la Loi fondamentale du pays, la Constitution.

Personne n'est poursuivie en raison de sa pensée, a martelé le Président Kaïs Saïed, assurant que jusqu'à présent aucun individu n'a été traqué pour ses opinions personnelles.

Le chef de l'Etat a tenu à souligner qu'il refuse catégoriquement qu'une personne soit écrouée sur fond de sa pensée laquelle, a-t-il dit, bénéficie d'une protection renforcée dans le texte de la Constitution tunisienne contrairement à d'autres pays.

Il a, à ce propos, critiqué les manifestants qui viennent protester devant le siège du théâtre municipal de Tunis et qui se plaignent souvent d'être en proie aux "restrictions", soulignant que leurs rassemblements sont souvent protégés par les forces sécuritaires.

Nous déplorons l'injustice, a-t-il lancé. En contrepartie, nous ne tolérons plus que quiconque porte atteinte à la patrie ou s'acharne sciemment à ternir son image à l'étranger, a insisté le chef de l'Etat, réaffirmant son rejet catégorique de toute forme d'ingérence dans les affaires internes de la Tunisie.

Notre souveraineté est au-delà de tout soupçon, au-delà de toute considération, a-t-il encore martelé, ajoutant que la Tunisie est soucieuse de respecter et les choix et les orientations des autres.

Cité dans une vidéo publiée sur la page officielle de la présidence, le Président Kaïs Saïed est revenu sur la polémique suscitée par l'application du décret-loi n°54, notamment les dispositions de son article 24.

Dans ce contexte, le chef de l'Etat a tenu à préciser qu'il refuse catégoriquement toute atteinte ou restriction apportée à l'exercice de la liberté de pensée.

Chaque personne est en droit d'exprimer librement sa pensée et d'exercer son libre arbitre, a encore assuré le Président Kaïs Saïed, pointant du doigt des parties (sans les citer) qui revendiquent à cor et à cri la liberté d'expression alors qu'elles sont en réalité peu enclines à la liberté de pensée.

Ces parties ne sont autres qu'un « simple relais » des milieux colonialistes et des puissances étrangères, a-t-il vivement dénoncé, fustigeant à ce propos des campagnes fielleuses colportées par des parties (sans les citer) qui ont pris coutume de se faire acheter la conscience et de s'inféoder aux milieux étrangers dans le dessein d'éclabousser le processus engagé en Tunisie.

Le« problème » est dans la structure tentaculaire des lobbies

Par ailleurs, le PrésidentKaïs Saïed a vivement critiqué la manière dont certains appréhendent la liberté d'expression.Pour certains, a-t-il expliqué, la liberté d'expression est synonyme de diffamation, d'outrage et de propos offensants, tout comme elle signifie, à tort et à contre-sens, « se permettre de s'ingérer dans les affaires du pays ou de se poser en donneur de leçons en matière de liberté.Ils n'ont de cesse de prendre le peuple tunisien pour cible, pour le simple motif qu'il est un peuple qui aspire à la liberté et à la dignité », a regretté le chef de l'Etat.

Pour le PrésidentKaïs Saïed, le « problème » n'est pas dans les clivages droite-gauche, Ennahdha-RCD, mais plutôt dans la structure tentaculaire des lobbies qui a réussi à noyauter en profondeur l'appareil administratif de l'Etat et à trouver ses relais dans une presse « achetée » et à travers quelques voix.

Ces lobbies, a-t-il encore poursuivi, ont accepté volontiers de se soumettre à la houlette des puissances coloniales, préférant sans nul recul épouser aveuglément et à jamais une culture du défaitisme.

Ils s'affichent, a-t-il dit, en posture de fervents défenseurs des droits et des libertés et prennent souvent la parole à travers les médias dans«la seule et unique visée de faire exacerber les tensions et faire répandre les fausses rumeurs, mettant en garde contre toute tentative de saborder l'Etat et ses institutions.

Par ailleurs, le Président Kaïs Saïed n'a pas hésité à fustiger les « polémiques montées de toute pièce » qui enflent autour de « faux débats » et qui n'ont souvent aucun lien avec un quelconque parti politique mais plutôt se rapportent à 40 ou 50 familles influentes qui ont réussi à mettre la main sur le pays et qui sont les premières responsables de la montée de la corruption dans le pays.

Preuve à l'appui, le Président Kaïs Saïed a tenu à évoquer le cas d'un dossier de corruption qui sera bientôt dévoilé et qui est lié à un responsable à la tête d'un établissement public en possession illégale de six voitures de fonction et qui a pris coutume de voyager à l'étranger tous les mois de l'année.

رئيس الجمهورية لدى لقائه بوزيرة العدل:

لا تراجع عن الحريات.. ونرفض قطعيا أن يرمى بأحد في السجن من أجل فكره..

جدّد رئيس الجمهورية قيس سعيد، التأكيد على انه لا تراجع اليوم عن الحريات، وان حرية التعبير مضمونة، بالدستور، قائلا :«لا نتتبع ايا كان من أجل فكره وهو حرّ في التعبير عنه».

ولاحظ سعيد في لقاء جمعه يوم أول أمس الجمعة بوزيرة العدل ليلى جفال، انه لم يقع الى حد اليوم تتبع اي احد من اجل رأيه قائلا: «نحن نرفض قطعيا ان يرمى بأحد في السجن من اجل فكره، المضمون في الدستور واكثر من الدول الاخرى، ومن يتظاهرون امام المسرح هم محميون بالامن، لكنهم يشتكون من المساس بحرية التعبير».

وتابع رئيس الجمهورية : «أكره الظلم ولكن لا اقبل بالاعتداء على وطننا ولا تشويهه بالخارج، كما لا نقبل بالتدخل في شؤوننا الداخلية من اي كان وسيادتنا فوق كل اعتبار، والحريات مضمونة اكثر مما في دولهم، ونحن ألينا على انفسنا ان لا نتدخل في شؤون الغير وفي اختياراتهم ولن نقبل ان يتدخل احد في شؤوننا».

وأضاف رئيس الجمهورية، حسب مقطع فيديو ورد على الصفحة الرسمية لرئاسة الجمهورية، «يتحدثون كل يوم عن المرسوم 54 وعن الفصل 24 منه، أريد ان اوضح لكل التونسيين اننا نرفض المساس باي كان من اجل فكره، هو حر في اختياره وفي التعبير، ولكن هناك اشخاص ليس لهم حرية التفكير فكيف يمكن ان تكون لديهم حرية التعبير؟ هم امتداد لهذه الدوائر الاستعمارية».

وأضاف سعيد، ان هناك حملات من جهات متعددة دأبت على الارتماء في احضان الدوائر الاستعمارية تريد ان تشوّه هذا المسار وهذه الحركة من اجل تحرير الوطن من الأدران التي علقت به على مر عقود وعقود.

وبين ان حرية التعبير للبعض تعني السب والشتم والتدخل في شؤوننا وتلقينا مفهوم الحرية ومجالاتها، والتهمة الاساسية الموجهة للشعب التونسي هي انه شعب يريد ان يكون حرا ومحفوظ الكرامة.

وأوضح رئيس الجمهورية «ان الإشكال ليس في يمين أو يسار ولا في «النهضة» او «التجمع»، بل هي قضية لوبيات لها امتداد داخل الإدارة والصحف المأجورة والألسنة المسعورة، ومن لا يرغبون الا في العيش تحت الاستعمار، هؤلاء الذين استبطنوا ثقافة الهزيمة، ومع ذلك يتباكون على الحرية ويتكلمون يوميا في المنابر الإعلامية، وهؤلاء يبحثون فقط عن تأجيج الأوضاع ونشر الإشاعات يوميا، والهدف هو ضرب الدولة وتفكيكها بالحجة والبرهان، وكل القضايا اليوم مفتعلة ولا تتعلق لا بهذا الحزب ولا بذاك، بل تتعلق بـ40 او 50 عائلة مسيطرة على البلاد ولها امتدادات خدمة لمصالحها داخل الإدارة، ويتحملون مسؤولية استشراء الفساد في كل مكان».

وذكر رئيس الجمهورية على سبيل المثال «ان احد الملفات التي ستفتح قريبا يتعلق بمدير مؤسسة عمومية، له ست سيارات وظيفية ويسافر مرة في الشهر على الأقل، الا أنهم يحتجون كلما تعلق الأمر بالمساس بمصالحهم ويتظهير الإدارة والمحاسبة الجزائية من اجل الاستيلاء على مقدرات الدولة».

...رئيس الجمهورية : "لا تراجع عن الحريات ونرفض قطعيا ان يرمى بأحد في السجن من أجل فكره"

وطنية (/ar/الاخبار/وطنية) / السبت، 25 ماي 2024 10:50

جدد رئيس الجمهورية قيس سعيد، التاكيد على انه لا تراجع اليوم عن الحريات، وان حرية التعبير مضمونة، بالدستور، قائلا :"لا نتتبع ايا كان من أجل فكره وهو حر في التعبير عنه".

ولاحظ سعيد في لقاء جمعه يوم الجمعة بوزيرة العدل ليلى جفال، انه لم يقع الى حد اليوم تتبع اي احد من اجل رأيه قائلا:" نحن نرفض قطعيا ان يرمى باحد في السجن من اجل فكره، المضمون في الدستور واكثر من الدول الاخرى، ومن يتظاهرون امام المسرح هم محميون بالامن، لكنهم يشتكون من المساس بحرية التعبير".

وتابع رئيس الجمهورية : "اكره الظلم ولكن لا اقبل بالاعتداء على وطننا ولا تشويهه بالخارج، كما لا نقبل بالتدخل في شؤوننا الداخلية من اي كان وسيادتنا فوق كل اعتبار، والحريات مضمونة اكثر مما في دولهم، ونحن الينا على انفسنا ان لا نتدخل في شؤون الغير وفي اختياراتهم ولن نقبل ان يتدخل احد في شؤوننا".

واضاف رئيس الجمهورية، حسب مقطع فيديو ورد على الصفحة الرسمية لرئاسة الجمهورية، "يتحدثون كل يوم عن المرسوم 54 وعن الفصل 24 منه،

اريد ان اوضح لكل التونسيين اننا نرفض المساس باي كان من اجل فكره، هو حر في اختياره وفي التعبير، ولكن هناك اشخاص ليس لهم حرية التفكير فكيف يمكن ان تكون لديهم حرية التعبير؟ هم امتداد لهذه الدوائر الاستعمارية".

واضاف سعيد، ان هناك حملات من جهات متعددة دابت على الارتماء في احضان لدوائر الاستعمارية تريد ان تشوه هذا المسار وهذه الحركة من اجل تحرير الوطن من الادران التي علقت به على مر عقود

وعقود.

وبين ان حرية التعبير للبعض تعني السب والشتم والتدخل في شؤوننا وتلقيننا مفهوم الحرية ومجالاتها، والتهمة الاساسية الموجهة للشعب التونسي هي انه شعب يريد ان يكون حرا ومحفوظ الكرامة.

واوضح رئيس الجمهورية" ان الاشكال ليس في يمين اويسار ولا في "النهضة" او "التجمع"، بل هي قضية لوبيات لها امتداد داخل الادارة والصحف المأجورة والالسنة المسعورة، ومن لا يرغبون الا في العيش تحت الاستعمار، هؤلاء الذين استبطنوا ثقافة الهزيمة، ومع ذلك يتباكون على الحرية ويتكلمون يوميا في المنابر الاعلامية، وهؤلاء يبحثون فقط عن تاجيج الاوضاع ونشر الاشاعات يوميا، والهدف هو ضرب الدولة وتفكيكها بالحجة والبرهان، وكل القضايا اليوم مفتعلة ولا تتعلق لا بهذا الحزب ولا بذاك، بل تتعلق ب40 او 50 عائلة مسيطرة على البلاد ولها امتدادات خدمة لمصالها داخل الادارة، ويتحملون مسؤولية استشراء الفساد في كل مكان".

وذكر رئيس الجمهورية على سبيل المثال "ان احد الملفات التي ستفتح قريبا يتعلق بمدير مؤسسة عمومية، له ست سيارات وظيفية ويسافر مرة في الشهر على الاقل، الا انهم يحتجون كلما تعلق الامر بالمساس بمصالحهم وبتطهير الادارة والمحاسبة الجزائية من اجل الاستيلاء على مقدرات الدولة.وات

رئيس الجمهورية: مدير بمؤسسة عمومية يتمتع بست سيارات وظيفية!

01:15 2024/05/25

أكد رئيس الجمهورية قيس سعيّد، عصر الجمعة 24 ماي 2024 بقصر قرطاج، خلال لقائه بليلى جفّال وزيرة العدل، أنه سيتم قريبا كشف ملف فساد يتعلق بمدير في مؤسسة عمومية يتمتع بست سيارات وظيفية، ويسافر بصفة شهرية.

وعاد رئيس الجمهورية بالمناسبة على قضايا الفساد في بعض الإدارات والاستيلاء على مقدرات الدولة، كذلك بالشهائد المزورة لموظفين في بعض الإدارات.

وتحدث رئيس الدولة في سياق متصل عن وجود حملات تشويه ممنهجة بهدف ضرب الدولة، معتبرا أن القضية لا تتعلق بحزب أو بآخر، بل بعائلات تسيطر على البلاد، وفق تعبيره، متابعا " حوالي 40 أو 50 عائلة تسيطر على البلاد ولها إمتداد داخل الإدارة، واليوم يتباكون عن الحريات..فنحن أكثر حماية لحقوق العمال وحقوق البؤساء ممن يدعون أنهم يحمونهم.."

كما قال " أكره الظلم ولا أقبل الاعتداء على وطننا أو تشويهه في الخارج ولا أقبل التدخل في شؤوننا الداخلية.. سيادتنا فوق كل اعتبار كما أن الحريات مضمونة.."

وتطرق رئيس الجمهورية أيضا إلى **مصادقة مجلس الوزراء الأربعاء 22 ماي على مشروع قانون يتعلق بتنقيح أحكام الفصل 411 من المجلة التجارية**، والذي سيتم عرضه على مجلس نواب الشعب، مؤكدا أن التنقيحات تهدف إلى تحميل المؤسسات المصرفية المسؤولية، وذلك ردا على منتقدي المشروع.

وختم رئيس الدولة قائلا " مثلما قال أحد الفقهاء..الثعلب الحر في المدجنة الحرة ونحن لسنا مدجنة .. طريقتهم طريقة الثلعب الماكر ومتى كان للثعلب دينا ؟

سعيّد: 40 أو 50 عائلة تسيطرعلى البلاد ولها امتداد في الادارة وجهات تقود حملات لتشويه المسار

قسم الأخبار

25 مايو، 2024

الشارع المغاربي: انتقد قيس سعيد رئيس الجمهورية خلال استقباله ظهر يوم امس وزيرة العدل ليلى جفال بشدة دعاة تنقيح الفصل 411 من المجلة التجارية المتعلق بجريمة الشيك بلا رصيد والمرسوم 54 والفصل 24 منه مؤكدا ان الحريات مضمونة في تونس . واعتبر ان كل القضايا مفتعلة وان الامر لا يتعلق بهذا الحزب او بذاك وانما ب40 او 50 عائلة قال انها تسيطر على البلاد وان لها امتدادا في الادارة وقال ان "جهات متعددة دابت على الارتماء في احضان الدوائر الاستعمارية تقود حملات لتشويه المسار ".

وقال سعيد خلال اجتماع بوزيرة العدل وفق ما جاء بفيديو نشرته رئاسة الجمهورية اليوم السبت 25 ماي 2024 على صفحتها بموقع فايسبوك:" اهم شيء في حياة كل دولة وفي حياة كل مجتمع هو العدل ولا قوام لاي دولة الا بالعدل وبقضاء عادل وهذا ما نعمل من اجله. هناك حملات من جهات متعددة دابت على الارتماء في احضان الدوائر الاستعمارية تريد ان تشوه هذا المسار وهذه

الحركة من اجل تحرير الوطن من الادران التي علقت به منذ عقود وعقود ..يتحدثون كل يوم عن هذا المرسوم (عدد 54) وعن الفصل 24 منه.. اريد ان اوضح لكل التونسيين... نرفض المساس باي كان من اجل فكره ..هو حر في اختياره ..حر في التعبير ولكن هناك اشخاصا ليست لهم حرية التفكير فكيف يمكن ان تكون لهم حرية التعبير ؟ هم امتداد لهذه الدوائر الاستعمارية واريد ان اقرأ هذا الفصل والذي يتعلق بالاشاعة وبالاخبار الزائفة ..يعاقب بالسجن مدة 5 اعوام وبخطية قدرها 50 الف دينار كل من يتعمد استعمال شبكات وانظمة معلومات واتصال لانتاج او ترويج او نشر او اعداد او ارسال اخبار او بيانات او اشاعات كاذبة او وثائق مصطنعة او مزورة او منسوبة كذبا للغير بهدف الاعتداء على حقوق الغير او الاضرار بالامن العام او بالدفاع الوطني او بث الرعب بين السكان.....كل يوم... ولم يقع تتبع احد من اجل رايه ..".

وتابع" نرفض قطعا ان يرمى باحد في السجن من اجل فكره..فحريته مضمونة بالدستور ومضمونة اكثر من دول اخرى ..ومن يخرجون اليوم في عواصم غربية منددين بحرب الابادة في فلسطين يتم اعتقالهم اما هنا فمن يخرجون امام المسرح محميون بالامن ..فهل معنى ذلك انه يتعين سب وشتم الاشخاص باسم حرية التعبير؟ وهذا قادم من عاصمة او من اخرى ... ماو لباس يتدخول في شؤوننا ؟ ... تعرفون ان التهمة الاساسية الموجهة للشعب التونسي هي انه شعب يريد ان يكون حرا ويريد ان يكون محفوظ الكرامة ..لا.... يتعين ان يحددوا لنا هم مجالات الحرية ومتى نتدخل و لا نتدخل ..لا... نحن لم نتدخل في شؤونهم ولم نقل لهم لماذا اخترت فلان او فلتان... ولكننا آلينا على انفسنا بالا نتدخل في شؤون الغير ..ولن نقبل بان يتدخل احد في شؤوننا ..."

واضاف "تاتي الى الفصل 411 الذي يتحدثون عنه... مازال هناك تعديل الفصل 410 من المجلة التجارية ... لا اعرف ان كانوا قد قرأوا النص ام لا ؟....سوف ياتي تنقيح الفصل 410 لتحميل المؤسسات المصرفية المسؤولية .. لم يكلفوا انفسهم حتى النظر في الفصل 411 وسوف ياتي نص اخر هو الفصل 410 لتحميل المؤسسات المصرفية المسؤولية ..ولو عرفوا تاريخ الفصل 411 والتنقيحات التي ادخلت عليه لعرفوا انه (نتاج) المد الليبيرالي ..القضية ليست يسار ولا يمين ولا نهضة ولا تجمع هي قضية لوبيات لها امتداد في الادارة ..هذا هو المشكل الكبير في تونس ولهم بطبيعة الحال الصحف الماجورة والالسن المسعورة ثم الناس الذين لا يعيشون الا تحت الاستعمار ....استبطنوا الهزيمة وثقافة الهزيمة ومع ذلك يتباكون على الحرية ..كل يوم يتكلمون ..بالنسبة لحرية التعبير لا نقبل بان يمس احد فهو حر ولست وصيا على فكره ..يريدون ان يحولونها الى قضية حرية تعبير ....فكره ليس حرا فكيف بمكنه ان يعبر؟ ...وبا حبذا لو توزينا الاذاعة والتلفزة ماذا كان موجودا في البرلمان قبل 25 جويلية وكم من نص دخل وخرج لخدمة اللوبيات ..نحن لم نأت لخدمة اللوبيات بل جئنا من اجل تحرير تونس ..ومن يتباكى اليوم على الحريات فهو يتكلم .... لا ..يلزم يقول الوزير الفلاني بيه وعليه والاخر فاسد ..الدولة ليست لعبة ومصير الشعب ليس لعبة وحريتنا وكرامتنا ليستا مجرد شعار ..بل حقيقة ولكن للاسف من كانوا يتكلمون عن الحرية وعن انهم من دعاة الحرية هم من اكثر اعداء الحريات لان الحرية بالنسبة لهم هي في الظاهر حرية ولكنها في الواقع امتداد لفكر غير حر ..."

وتابع "وايضا يريديون تاجيج الاوضاع والهدف اليوم هو ضرب الدولة لان هدفهم واستراتيجيتهم كانت تفكيك الدولة بالحجة والبرهان ومن جاء والتقوا بهم بعد 14 جانفي وتم الاستيلاء على الثورة وتم السطو على ارادة الشعب ويطرحون قضية الهوية وغيرها وهو يطالب بالشغل لا... قالوا يتعين ان نتبين هل ان اصلك من قرطاج او من روما او من بيزنطة ونحن مسلمون وهل نصلي وتلك الكذبة الكبرى دولة دينها الاسلام ....فهل هناك دولة ستمر على الصراط يوم القيامة ...؟ هذا دون الحديث عن الماسونية ...الحمد لله على نعمة الاسلام وكفى ..معنى ذلك ان كل القضايا مفتعلة ولا تتعلق بهذا الحزب او بذاك .. تتعلق بـ 40 او 50 عائلة تسيطر على البلاد... يتباكون ولهم امتدادات داخل البلاد ولوبيات تخدمها وداخل الادارة وسوف يتحملون مسؤولياتهم كاملة من هم داخل الادارة.. والفساد الذي استشرى في كل مكان ونحن اكثر حماية لحقوق العمال ولحقوق البؤساء اكثر ممن يدعون حمايتها...الملفات موجودة ... المدرسة فتحت ابوابها عام 1993 والشهادة تسلمها عام 1983 ....لا تحتاج الى خبير او سماعات ...مدير مؤسسة له 6 سيارات وظيفية... ان شاء الله يتم فتح ملفه ...واكثر من هذا كل شهر يسافر مرة .. "

وخلص سعيد الى القول "اكره الظلم ولكني لا اقبل بالاعتداء على وطني ولا تشويهه في الخارج ولا نقبل بالتدخل في شؤوننا الداخلية من اي كان وسيادتنا فوق كل اعتبار والحريات مضمونة اكثر مما هي مضمونة في دولهم لانها حقيقة وواقع ..ولا نتتبع اي كان من اجل فكره ..فكره حر فهذا مضمون بالدستور وحرية التعبير مضمونة ..ولن نتراجع اليوم عن الحريات ولكننا نريدها فعلية وليست شكلية... قال احد الفقهاء حرية الثعلب الحر في المدجنة الحرة ..لسنا مدجنة ولا نريد الوحوش وطريقة الثعلب الماكر ومتى كان لثعلب دين ..؟ ""

السابق

التالي

أخبار تونس

قيس سعيد " 40 عائلة تحكم تونس ومتغلغلة في الادارة وهي وراء كل الفساد" (فيديو)

25 مايو 2024 - 2h02

إسكندر نوار

انتقد رئيس الجمهورية قيس سعيد خلال لقائه مساء أمس الجمعة 25 ماي 2024 كل معارضي المرسوم عدد 54 والفصل 24 من المرسوم.

وتأتي التصريحات الرئيس قيس سعيد على اثر التحرك الاحتجاجي الذي نظمته مجموعة من الشباب ومكونات المجتمع المدني بشارع الحبيب بورقيبة بالعاصمة.

وانتقد الرئيس بشدة مسالة حرية التعبير في تونس قائلا بأنه لا يمكن الحديث عن حرية تعبير دون حرية تفكير في تونس، معتبرا ان هناك العديد ممن يتحدثون عن حرية التعبير لاجئون إلى الخارج في وقت ترفض فيه البلاد اي تدخلات خارجية بحسب تعبيره.

وصرح الرئيس سعيد خلال لقاءه بوزيرة العدل بأن البرلمان السابق كان يصادق على قوانين تخدم عدد من اللوبيات في البلاد، قائلا " لم نأت لخدمة اللوبيات وانما جئنا لتحرير تونس" .

وأضاف سعيد " من يرغب في التعبير اليوم له ذلك ولكن لا يجب ان يقول بأن ذلك الوزير سارق أو

فاسد.. وبهذا الدولة ليست لعبة ومصير الشعب ليس لعبة وحريتنا وكرامتنا ليست مجرد شعار وانما حقيقة ".

وتابع سعيد بالقول أن أكثر دعاة الحرية في تونس هم الأكثر معاداة للحرية، معتبرا أن لهؤلاء في الظاهر حرية لكن الباطن فكر غير حر ".وفق قوله.

واعتبر سعيد في ذات السياق ان النيابة العمومية لم تتبع أي شخص بسبب رأيه أو فكرة عبر عنها قائلا بأن هناك العديد ينشرون الاشاعات باستمرار ويعملون على تفكيك الدولة ويعملون على تأجيج الاوضاع بالبلاد.

وانتقد الرئيس بشدة الاطراف السياسية التي استولت على الثورة بحسب تعبيره ودعت إلى تحديد دين الدولة بناء على الفصل الاول من الدستور في الوقت الذي لا يجب فيه أن يكون للدولة دينا باعتبارها ذاتا معنوية وفق قوله.

وقال الرئيس في ذات السياق بأن كل الازمات في تونس مفتعلة وأن القضايا لا تتعلق بأي حزب سياسي في تونس وانما تتعلق بالـ 40 أو الـ 50 عائلة التي تحكم تونس والمسيطرة عليها ويبكون باستمرار وهناك من يمثلهم في كل البلاد التونسية.

وأشار الرئيس إلى أن لهؤلاء من يمثلهم في الادارة التونسية وداخلها وهم السبب الرئيسي وراء الفساد الذي انتشر في كل مكان، قائلا بان الدولة اكثر حرصا على ضمان حقوق العمال ممن يدعون بأنهم يحمونهم في تونس.

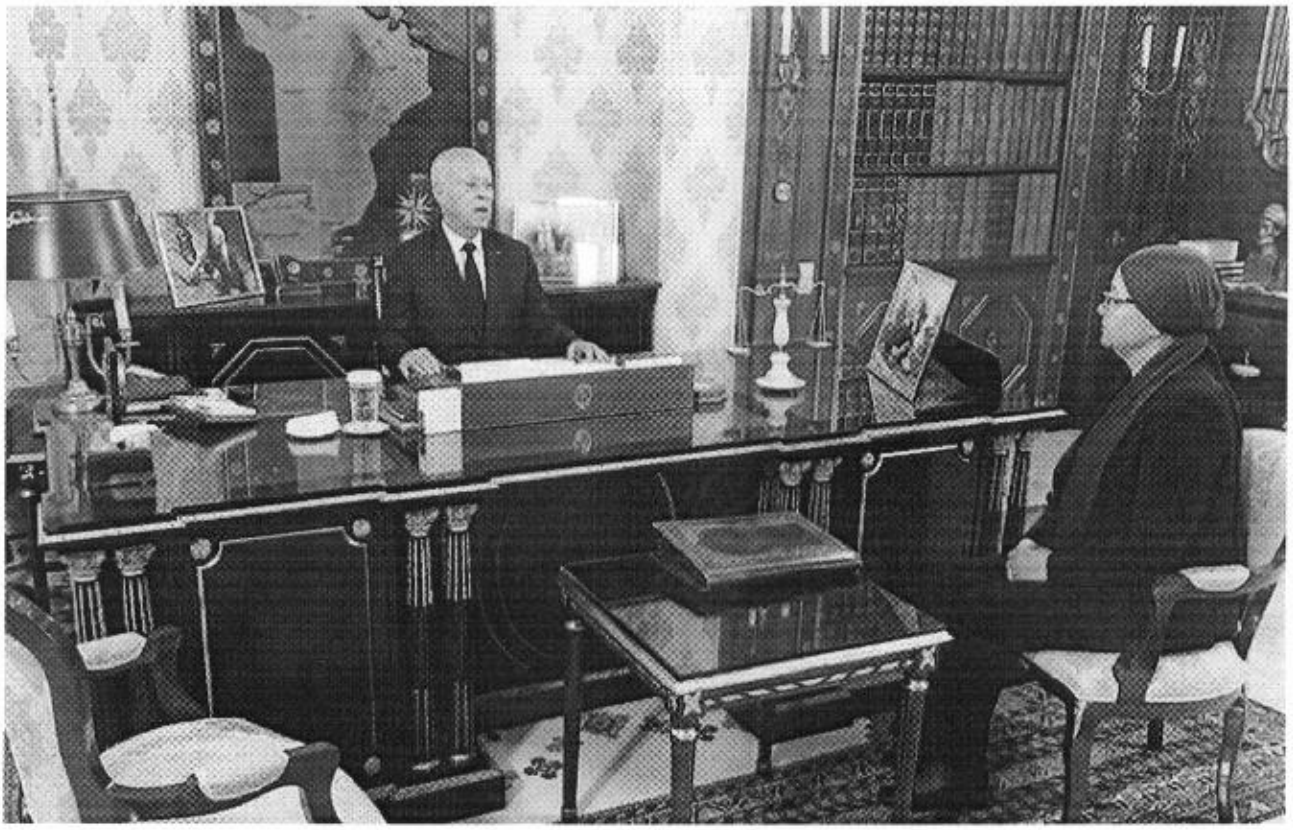
وتشهد تونس منذ بطاقات الايداع بالسجن الاخيرة في حق كل من برهان بسيس ومراد الزغيدي تحركات احتجاجية للمطالبة بالغاء المرسوم عدد 54 الذي بات يهدد حرية التعبير في تونس.

وانتظمت مسيرة دعا اليها عدد من مكونات المجتمع المدني التونسي من امام مقر نقابة الصحفيين في اتجاه شارع الحبيب بورقيبة بالعاصمة يوم أمس الجمعة 24 ماي 2024.

وندد المشاركون في المسيرة بـ "التضييق الممنهج على حرية التعبير والحريات العامة في البلاد"، مطالبين بالغاء المرسوم عدد 54 لسنة 2022.

واستنكروا ما وصفوه بحملة الايقافات التي تستهدف النشطاء والصحفيين، مشيرين الى قائمة من الصحفيين والنشطاء في الفضاء الاعلامي القابعين في السجون في الشعارات واللافتات التي تم رفعها.

الاخبار : أخبار وطنية



رئيس الجمهورية: 'لا تراجع عن الحريات ونرفض قطعيا أن يُرمى بأحد في السجن من أجل فكره'

جدد رئيس الجمهورية قيس سعيد، التأكيد أنه لا تراجع اليوم عن الحريات، وأن حرية التعبير مضمونة، بالدستور، قائلا : «لا نتتبع أيا كان من أجل فكره وهو حر في التعبير عنه ».

ولاحظ سعيد في لقاء جمعه أمس الجمعة بوزيرة العدل ليلى جفال، أنه لم يقع إلى حد اليوم تتبع أي أحد من أجل رأيه قائلا: «نحن نرفض قطعيا أن يرمى بأحد في السجن من أجل فكره، المضمون في الدستور وأكثر من الدول الأخرى، ومن يتظاهرون أمام المسرح هم محميون بالأمن، لكنهم يشتكون من المساس بحرية التعبير ».

وتابع رئيس الجمهورية : « أكره الظلم ولكن لا أقبل بالاعتداء على وطننا ولا تشويهه بالخارج، كما لا نقبل بالتدخل في شؤوننا الداخلية من أي كان وسيادتنا فوق كل اعتبار، والحريات مضمونة أكثر مما

في دولهم، ونحن آلينا على أنفسنا أن لا نتدخل في شؤون الغير وفي اختياراتهم ولن نقبل أن يتدخل أحد في شؤوننا ».

وأضاف رئيس الجمهورية، حسب مقطع فيديو ورد على الصفحة الرسمية لرئاسة الجمهورية، « يتحدثون كل يوم عن المرسوم **54** وعن الفصل **24** منه، أريد أن اوضح لكل التونسيين أننا نرفض المساس بأي كان من أجل فكره، هو حر في اختياره وفي التعبير، ولكن هناك أشخاص ليس لهم حرية التفكير فكيف يمكن أن تكون لديهم حرية التعبير؟ هم امتداد لهذه الدوائر الاستعمارية ».

وأضاف سعيد، أن هناك حملات من جهات متعددة دابت على الارتماء في أحضان لدوائر الاستعمارية تريد أن تشوه هذا المسار وهذه الحركة من أجل تحرير الوطن من الادران التي علقت به على مر عقود وعقود.

وبين أن حرية التعبير للبعض تعني السب والشتم والتدخل في شؤوننا وتلقيننا مفهوم الحرية ومجالاتها، والتهمة الأساسية الموجهة للشعب التونسي هي أنه شعب يريد أن يكون حرا ومحفوظ الكرامة.

توقيت الإدراج 25.05.2024 08:40

آخر تحيين 25.05.2024 08:44

بقية الأخبار

حركة "تونس إلى الأمام" تدعو إلى تنظيم الانتخابات الرئاسية في موعدها

27.05.2024 00:00

دعا المكتب السّياسي لحركة تونس إلى الأمام، الحزب المساند لمسار **25** جويلية، إلى تنظيم الانتخابات الرئاسية في موعدها. وجدد في بيان عقب اجتماع استثنائيّ انعقد السبت تمسكه المبدئي بأهداف [...]

الاحتفاظ بمنظم عمليات "حرقة" في قليبية

رئيس الجمهورية: 'الإشكال ليس في يمين أو يسار ولا في النهضة أو التجمع بل هي قضية لوبيات لها امتداد داخل الإدارة والصحف المأجورة'

قال رئيس الجمهورية قيس سعيد، إن « الإشكال في تونس ليس في يمين أو يسار ولا في « النهضة » أو « التجمع »، بل هي قضية لوبيات لها امتداد داخل الإدارة والصحف المأجورة والألسنة المسعورة، ومن لا يرغبون إلا في العيش تحت الاستعمار ».

وأضاف رئيس الدولة في لقاء جمعه أمس الجمعة بوزيرة العدل ليلى جفال، أن « هؤلاء الذين استبطنوا ثقافة الهزيمة، ومع ذلك يتباكون على الحرية ويتكلمون يوميا في المنابر الاعلامية، وهؤلاء يبحثون فقط عن تأجيج الأوضاع ونشر الإشاعات يوميا ».

وتابع « الهدف هو ضرب الدولة وتفكيكها بالحجة والبرهان، وكل القضايا اليوم مفتعلة ولا تتعلق لا بهذا الحزب ولا بذاك، بل تتعلق بـ40 أو 50 عائلة مسيطرة على البلاد ولها امتدادات خدمة لمصالها داخل الادارة، ويتحملون مسؤولية استشراء الفساد في كل مكان ».

وطنية

رئيس الجمهورية: نحن أكثر حماية لحقوق العمال ممن يدعون أنهم يحمونهم

25 ماي 2024 00:45

قال رئيس الجمهورية قيس سعيد لدى استقباله اليوم الجمعة وزيرة العدل ليلى جفال : نحن أكثر حماية لحقوق العمال و البؤساء ممن يدعون أنهم يحمونهم و الملفات موجودة .

ولفت رئيس الدولة الى وجود ملف يتعلق بتدليس شهادة تنص على أن حاملها تحصل عليها سنة 1983 بينما أنشئت المدرسة عام 1993 .

وشدد على أن الفساد استشرى في كل مكان مضيفا أن مدير مؤسسة عمومية واحدة لديه 6 سيارات وظيفية و كل شهر يسافر مرة على الأقل .

ولفت الى أنه عندما يقع المساس باللوبيات و امتداداتها في الإدارة و محاسبتها جزائيا على الاستيلاء على مقدرات الدولة يتم التباكي على حرية التعبير ...، متابعا : ' أكره الظلم و لا نقبل بالاعتداء على الوطن و تشويهه في الخارج و التدخل في شؤوننا الداخلية' .

وطنية

رئيس الجمهورية: 'القضية لا تتعلق اليوم بهذا الحزب أو ذاك بل بأربعين عائلة تسيطر على البلاد '

25 ماي، 2024 00:33

شدد رئيس الجمهورية قيس سعيد لدى استقباله اليوم الجمعة وزيرة العدل ليلى جفال على أن القضية لا تتعلق اليوم بهذا الحزب أو ذاك بل بأربعين عائلة تسيطر على البلاد ولديها امتدادات داخل الإدارة ، مضيفا ' :القضية لا تتعلق باليسار أو اليمين ولا بالنهضة أو التجمع بل هي قضية لوبيات لديها امتداد في الإدارة و لديها الصحف المأجورة و الألسنة المسعورة ' .

وتابع رئيس الدولة قائلا : ' لم نأت لخدمة اللوبيات بل لتحرير تونس .. يريدون جعل القضية متعلقة بحرية التعبير و تأجيج الأوضاع عبر الاشاعات بهدف ضرب الدولة ' .

و اعتبر أن الحريات بالنسبة لهم في الظاهر حرية و في الواقع امتداد لفكر غير حر مضيفا أن من يزعمون أنهم من دعاة الحرية من أكثر الأعداء للحريات .

إعلانات

رئيس الدولة: مدير مؤسسة عمومية لديه 6 سيارات وظيفية ويسافر كل شهر

ifm السبت 25 ماي 2024 - 08:47

أكد رئيس الجمهورية قيس سعيد، يوم أمس خلال لقائه وزيرة العدل ليلى جفال، أن هناك مدير مؤسسة عمومية لديه 6 سيارات وظيفية ويسافر كل شهر، موضحا أنه سيتم قريبا فتح هذا الملف، وفق قوله.

وأبرز رئيس الدولة، أن حرية التعبير مضمونة ولم يقع تتبع أي أحد من أجل رأي، قائلا "نرفض رفضا قاطعا أن يرمى بأحد في السجن من أجل فكرة"، وفق تعبيره.

وتابع قائلا "أكره الظلم ولا أقبل الاعتداء على وطننا أو تشويهه في الخارج ولا أقبل التدخل في شؤوننا الداخلية".